

Le concept d'“activité économique” comme négation de la lutte de classe

Depuis longtemps les syndicats, notamment la CGT, insistent sur l'idée que, pour "sortir de la crise" il faut "relancer la consommation". Cette affirmation n'est nullement incompatible avec la panoplie de recettes envisagées par les économistes bourgeois de tout bord, bien que ceux-ci puissent se chamailler sur ce qui serait approprié dans un contexte et à un moment donnés. Dans les années consécutives à la crise mondiale de 1929 par exemple, diverses mesures de politique économique - appliquées effectivement ou défendues comme programmes - incluaient cet aspect.

La façon dont la promotion de cette "solution" est formulée actuellement en France, est marquée par l'évolution historique du PCF et de la CGT depuis 1945. Du programme du Conseil national de la résistance jusqu'au Programme commun de l'Union de la gauche, l'élément central était la constitution d'un secteur étendu d'économie nationalisée. Dans ce cadre, la question de la consommation occupait une place subordonnée. Dans la mesure où le PCF n'est plus en position d'incarner une perspective de même envergure, il se rabat sur une attitude plus pragmatique. Il réclame des politiques de développement des filières industrielles. Parallèlement, il met en avant l'effet bénéfique d'une augmentation des salaires comme supposé moyen de surmonter les crises économiques.

Si donc globalement l'argumentation relève d'une tradition remontant loin en arrière, on peut noter quelques caractéristiques liées au contexte particulier récent. Il se trouve que la propagande diffusée autour du PCF et de la CGT, et en direction des secteurs sur lesquels ils rayonnent, tend à présenter le lien entre crise économique et bas niveau de salaires comme primordial, dans le sens de l'enchaînement d'idées suivant: la cause de la crise réside dans l'insuffisance de la consommation, donc il faut stimuler la consommation, donc il faut augmenter les salaires. Autrement dit, il est suggéré de motiver systématiquement les revendications salariales non pas simplement par le besoin de gagner de quoi vivre, mais par ses prétendues vertus anti-crise.

À titre d'exemple, nous citons un dossier émanant de la Commission exécutive confédérale de la CGT, inspiré par Mohammed Oussedik¹. Selon la notice biographique concernant ce dernier, fournie par la CGT²: "1994 Entre chez Saint-Gobain comme conducteur verrier. 1997 Conflit social chez SGD. Premier mandat CGT de délégué du personnel. 2003 Secrétaire général de la fédération CGT Verres et Céramique. Élu à la commission exécutive confédérale. 2009 Membre du bureau confédéral de la CGT (en charge de l'industrie depuis 2008)."

On lit dans ce document: "Pour lutter contre le chômage, le sous-emploi et la précarité, il faut accroître le volume d'activité et accélérer la croissance économique." Nous ne nous étendrons pas sur le caractère réformiste des positions rattachées à cette rengaine. Nous nous intéresserons plutôt à la façon dont l'argumentation est articulée.

La lecture du sommaire est instructive. Tout commence par une introduction intitulée "Il faut augmenter les salaires pour sortir de la crise". L'essentiel de la préoccupation ne porte donc pas sur la nécessité pour les travailleurs de pouvoir vivre de leur salaire, mais sur des questions posées à la manière des économistes bourgeois, en termes de "macro-économie". Vient ensuite une première partie intitulée "Le salaire, un élément fondamental de la vie économique". Elle débute par des explications sur la nature du salaire comme expression de la valeur de la force de travail; nous reviendrons sur ce passage du texte. Après quelques considérations plus pragmatiques, on arrive à la deuxième partie, intitulée "Pourquoi il faut augmenter les salaires aujourd'hui". La subdivision de cette partie suit l'énumération des raisons, telles que les voit l'auteur. De façon tout aussi significative que le

choix de l'intitulé de l'introduction, en tête de la série on trouve "La hausse des salaires est nécessaire pour rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée en faveur des travailleurs". Il faut encore passer par deux autres points (concernant les inégalités des salaires, puis les niveaux de qualification), avant d'arriver à ce que des esprits rustres aurait peut-être nommé directement et sans complexes. Le texte en question, de peur de trop précipiter l'exposé, avance en deux étapes. D'abord il énonce: "La hausse des salaires est nécessaire pour améliorer véritablement le pouvoir d'achat des salariés". Ensuite seulement, il ose encore un pas en avant dans la progression du raisonnement: "La hausse des salaires est nécessaire pour assurer une vie décente à tous les travailleurs, compatible avec les exigences de notre temps". Mais l'auteur tient jusqu'au bout à mettre en évidence que le noeud fondamental du problème, selon lui, est celui annoncé d'entrée de jeu par l'introduction; le dernier sous-chapitre est intitulé: "La hausse des salaires est nécessaire pour accroître la consommation et accélérer la croissance économique".

Et la fin est explicite:

Conclusion: pour avoir plus de croissance économique, il faut avoir plus de consommation. ... Le meilleur moyen pour augmenter la consommation des ménages est d'augmenter les salaires.

On pourrait être tenté de considérer que la fabrication de ce genre d'ouvrages constitue simplement une façon, pour des bureaucrates syndicaux n'ayant rien de mieux à faire, d'occuper leur temps afin de justifier leur salaire. Il n'en est pas ainsi. En tout cas, en ce qui concerne l'exemple traité ici, son contenu se retrouve dans des textes destinés à une diffusion large. À la fin de l'année 2010, la Fédération de la métallurgie de la CGT a produit un tract bâti sur le même type de raisonnement³. Il annonce: "Il y a nécessité et urgence à augmenter les salaires pour satisfaire l'augmentation du pouvoir d'achat, pour satisfaire un niveau de vie décent et pour relancer la croissance économique". Et il contient cette autre phrase, qui frise le ridicule, mais est pourtant tirée mot par mot du document cité plus haut: "La hausse des salaires est indispensable pour éradiquer la pauvreté."

Il est peu probable qu'en elles-mêmes ces argumentations jettent une confusion dans l'esprit des travailleurs, qui sont convaincus par eux-mêmes de la nécessité d'augmenter les salaires. Il y a néanmoins un effet fortement nuisible, puisque la production de ce "matériel" (qui exhibe de préférence une présentation soignée en couleurs et décorée d'images) et sa distribution massive de haut en bas à travers les courroies de transmission de l'appareil syndical, s'accompagne de fait d'une pression en faveur de l'idée qu'il faut "tout naturellement" le diffuser aux travailleurs. Or chaque fois que l'énergie et le temps des militants sont absorbés à relayer la propagande préétablie, est entravé dans la même proportion le développement de mobilisations basées sur une réflexion collective propre de la part des syndicats de base.

Un autre aspect symptomatique de la façon dont l'argumentation est articulée réside dans l'effort de paraître comme "marxiste". Pour ce qui est de la CGT, on peut considérer que c'est simplement un petit jeu pour épater la galerie dans les instances de direction. Néanmoins, pour autant que cette même démarche est appliquée plus largement dans les débats explicitement politiques, elle a son importance. Voici ce qu'on peut lire dans le texte en question émanant de la Commission exécutive confédérale:

La société capitaliste fait de la force de travail une marchandise. La force de travail est la seule marchandise qui a une spécificité particulière, que n'ont pas les autres marchandises : son usage permet de créer une valeur supérieure à sa propre valeur. En d'autres termes, contrairement aux machines, équipements et matières qui transmettent leur valeur au prorata de leur participation à la production, la force de travail ne transmet pas seulement sa valeur, elle produit aussi une « valeur ajoutée ».

À noter le tour de passe-passe qui consiste à utiliser le terme de "valeur ajoutée" propre à la comptabilité bourgeoise, et lui faire prendre ainsi frauduleusement la place du terme "plus-value" qui recouvre une tout autre signification.

Poursuivons la lecture du texte:

Dans une économie capitaliste, le salaire exprime la valeur de la force de travail. Il est historiquement et socialement défini. [...] Le salaire exprime la valeur de l'ensemble des biens et services nécessaires pour la reproduction de la force de travail. D'où son caractère historique et social. [...] La détermination de ce qui est nécessaire pour assurer une vie décente, la définition même de ce qui est une vie décente sont conditionnées par les luttes sociales.

Vient ici un autre tour de passe-passe à travers des glissements de vocabulaire:

Lorsqu'on dit que le salaire est historiquement et socialement défini, on entend par là que derrière le salaire il y a bien un enjeu de choix de société et de "modèle social". Et c'est là que les luttes sociales jouent pleinement leur rôle: elles permettent d'obtenir des avancées sociales, de revaloriser le travail.

Parler d'"enjeux de société" et de "modèle social" renvoie implicitement à l'idée que la modification du "partage de la valeur ajoutée" constituerait le point de passage vers un changement de société. C'est totalement mensonger. Envisager le problème en termes de "partage" revient à avaliser la fiction concernant les "facteurs de production", échafaudée et perpétuée par les capitalistes et leurs penseurs stipendiés. Selon eux, la "valeur ajoutée" serait le résultat de l'activité productrice combinée du "facteur" travail et du "facteur" capital (à quoi s'ajoute le facteur "terre"). Partant de cette interprétation, ils arrivent tout naturellement à l'affirmation que la répartition des richesses créées, entre salaires d'une part et intérêts/dividendes de l'autre, se ferait à travers la "rémunération des facteurs" à proportion de la contribution productive des parties respectives. Les marchandages autour de l'évaluation quantitative de la quote-part des uns et des autres ne changent rien au fait qu'en adoptant cette façon de formuler le problème, les travailleurs reprendraient à leur compte l'image de la société telle que la présente l'idéologie et la propagande bourgeoise. Et ce faisant ils se priveraient d'emblée de toute perspective d'affranchissement à l'égard de l'exploitation capitaliste qu'ils subissent.

Pour terminer, afin de situer le personnage de Mohammed Oussedik, voici quelques pensées qu'il a livrées à la presse⁴:

L'industrie, depuis que je suis tout petit, c'est la machine à réaliser des rêves, aller sur la lune, se déplacer vite, améliorer le quotidien... Le moteur du rêve s'est un peu cassé dans les pays occidentaux. La répartition de richesse créée par l'industrie est devenue trop inégalitaire. Mais en Chine ou en Inde, l'industrie fait encore rêver car les gens veulent une voiture, accéder à plus de confort. Depuis trente ans, on a pensé aller vers une tertiarisation. Aujourd'hui, il nous manque un grand ministère de l'Industrie pour mettre les politiques en cohérence et travailler sur des projets mutualisés dans le transport comme dans l'énergie. Écologie et industrie ne sont pas incompatibles.

Mai 2011

Des militants anticapitalistes.

1. http://www.snptri-cgt.fr/public_html/1Actualite/Dossier%20Commission%20CEC%20Salaires%20-%2026%2008%2010.pdf.

2. <http://www.cgt.fr/Mohammed-Oussedik-Yvon-Jacob.html>.

3. http://ftm-cgt.fr/IMG/pdf/Ensemble_gagnons_sur_les_salaires_Hautedef.pdf.

4. *L'Usine nouvelle*, 2/12/2010.

<http://www.usinenouvelle.com/article/mohammed-oussedik-secretaire-confederal-de-la-cgt-en-charge-de-l-industrie.N142629>.